

# **LA MISE À JOUR ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DU FÉDÉRAL : ANALYSE ET COMMENTAIRES**



**François Dupuis**  
Vice-président et économiste en chef

Tél. : 514 281-2336 ou 1 866 866-7000, poste 2336

**Benoit P. Durocher**  
Économiste

Courriel : [desjardins.economie@desjardins.com](mailto:desjardins.economie@desjardins.com)

## Une mise à jour sans surprise dans l'ensemble et un ambitieux projet d'élimination de la dette

Comme le veut la coutume à cette période de l'année, le gouvernement fédéral a fait le bilan de mi-parcours de sa situation budgétaire avec le dépôt, aujourd'hui, de sa *Mise à jour économique et financière 2006*. Ce document donne les plus récentes projections du ministère des Finances concernant les résultats de l'exercice budgétaire en cours (2006-2007) ainsi que ceux des cinq exercices subséquents (2007-2008 à 2011-2012). Le gouvernement conservateur a aussi profité de l'occasion pour publier un deuxième document intitulé *Avantage Canada*, qui décrit ses grandes orientations de long terme concernant les principaux enjeux de l'économie canadienne (voir l'encadré à la page 4).

Rappelons tout d'abord que le ministre des Finances, M. Jim Flaherty, avait prévu, lors du budget de mai dernier, un surplus budgétaire de 3,6 G\$ pour l'exercice en cours et de 4,4 G\$ pour 2007-2008. Or, la vitalité des dépenses de consommation engendrée par la forte création d'emplois et par la croissance des revenus des particuliers a permis d'obtenir des revenus budgétaires plus élevés qu'anticipé. À l'opposé, les charges de programmes se sont avérées plus faibles que prévu et le ministère des Finances prévoit de maintenir leur rythme d'augmentation à un niveau inférieur à la croissance économique nominale (en incluant le taux d'inflation). Ainsi, le surplus de l'exercice en cours pourrait dépasser de 4,4 G\$ l'estimation initiale du gouvernement, de sorte que si l'on tient compte de l'impact net des mesures déjà annoncées depuis le budget du printemps, celui-ci pourrait totaliser

7,2 G\$ pour 2006-2007. Le surplus anticipé est maintenant de 7,3 G\$ pour l'an prochain (comparativement à 4,4 G\$ initialement). Au bout du compte, les projections du ministère des Finances démontrent que les surplus pourraient totaliser près de 50 G\$ au cours des cinq prochains exercices budgétaires si aucune nouvelle initiative n'est prise d'ici là.

### Un plan axé sur une réduction de la dette

Évidemment, le *statu quo* n'est pas envisagé par le gouvernement Harper. Celui-ci élabore déjà les grandes lignes qui orienteront la gestion des finances publiques au cours des prochaines années. Comme il l'avait annoncé dans le budget de mai dernier, le ministre Flaherty propose d'allouer une somme minimale de 3,0 G\$ par année au

**Tableau 1**

**État sommaire des opérations**

En milliards de \$	Réel	Projection					
	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012
<b>Revenus budgétaires</b>	<b>222,2</b>	<b>229,4</b>	<b>238,0</b>	<b>245,4</b>	<b>253,9</b>	<b>264,6</b>	<b>276,8</b>
. Charges de programmes	175,2	187,6	196,1	204,4	213,1	220,7	228,6
. Frais de la dette	33,8	34,6	34,7	34,6	34,7	34,6	34,6
<b>. Total des charges</b>	<b>209,0</b>	<b>222,2</b>	<b>230,8</b>	<b>239,1</b>	<b>247,8</b>	<b>252,2</b>	<b>263,1</b>
<b>Excédent sous-jacent</b>	<b>13,2</b>	<b>7,2</b>	<b>7,3</b>	<b>6,4</b>	<b>6,1</b>	<b>9,4</b>	<b>13,7</b>
<b>Engagements financiers du gouvernement</b>							
. Réduction prévue de la dette	---	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0
. Réduction de la TPS à 5 %	---	---	---	---	---	1,5	6,4
. Affectation des économies de frais d'intérêt à des réductions d'impôt sur le revenu des particuliers							
. Réduction de la dette de 13,2 G\$ en 2005-2006	---	---	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7
. Réduction de la dette de 3 G\$ par année à compter de 2006-2007	---	---	0,2	0,3	0,5	0,6	0,8
. Total	---	---	0,8	1,0	1,1	1,3	1,4
<b>Excédent à des fins de planification</b>	<b>---</b>	<b>4,2</b>	<b>3,5</b>	<b>2,4</b>	<b>2,0</b>	<b>3,6</b>	<b>2,9</b>
Dette fédérale	481,5	478,5	475,5	472,5	469,5	466,5	463,5

Source : Ministère des Finances du Canada, novembre 2006

**Tableau 2**
**Sommaire des variations des perspectives financières depuis le budget de mai 2006**

En milliards de \$	Réel	Projection	
	2005-2006	2006-2007	2007-2008
<b>Excédent sous-jacent selon le budget de mai 2006</b>	<b>8,0</b>	<b>3,6</b>	<b>4,4</b>
<b>Impact des changements économiques et financiers</b>			
. Revenus budgétaires			
. Impôt sur le revenu des particuliers	0,7	2,9	2,9
. Impôt sur le revenu des sociétés	(2,8)	(2,6)	(1,8)
. Taxe sur les produits et services	1,1	1,1	1,1
. Autres revenus	2,3	0,4	0,6
<b>. Total des revenus</b>	<b>1,3</b>	<b>1,9</b>	<b>2,8</b>
. Charges de programmes			
. Paiements de transfert	0,0	0,2	0,0
. Charges de programmes directes	3,9	2,2	1,2
<b>. Total des charges de programmes</b>	<b>3,9</b>	<b>2,4</b>	<b>1,2</b>
. Frais de la dette publique	(0,1)	0,2	0,2
Total des changements économiques et financiers	5,2	4,4	4,1
<b>Impact des changements stratégiques</b>			
. Impact net des mesures annoncées depuis le budget	---	(0,8)	(1,2)
<b>Excédent sous-jacent révisé</b>	<b>13,2</b>	<b>7,2</b>	<b>7,3</b>

Source : Ministère des Finances du Canada, novembre 2006

remboursement de la dette fédérale (c'est-à-dire aux déficits cumulés). Ce montant pourrait même être bonifié, advenant un surplus budgétaire plus grand que prévu, comme cela a été le cas en 2005-2006 alors qu'une somme de 13,2 G\$ avait été consacrée au remboursement de la dette. Par ailleurs, le gouvernement fédéral se donne également comme objectif d'éliminer progressivement la dette nette d'ici 2021. Par opposition à la dette fédérale, la dette nette correspond à la dette brute du gouvernement (titres d'emprunt, régimes de retraite et charges à payer) moins ses actifs financiers. En fait, les conservateurs souhaiteraient même que les autres paliers de gouvernement s'entendent sur l'adoption de mesures pour en faire un objectif national et ainsi éliminer la dette nette de l'ensemble des administrations publiques en l'espace d'une génération. Ce faisant, le Canada se positionnerait dans le club sélect des quelques pays à se retrouver en position d'actif net positif (dette nette négative).

## Des baisses d'impôt... pour l'an prochain

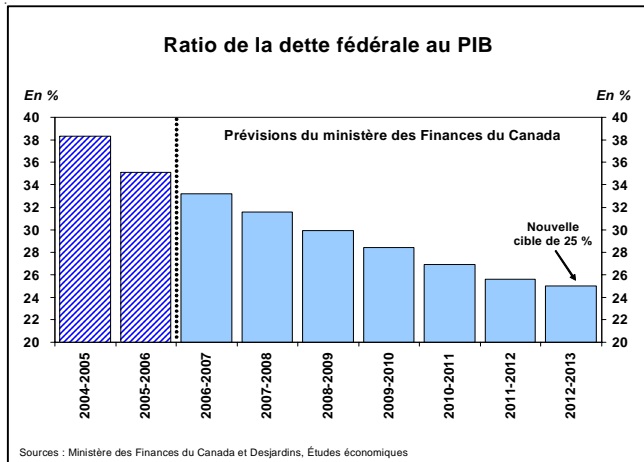
Du côté des nouvelles initiatives budgétaires, la mise à jour d'aujourd'hui ne comporte aucune mesure immédiate et il faudra donc attendre au prochain budget fédéral pour obtenir plus de précisions sur ce qui sera mis de l'avant. On annonce néanmoins à l'avance une réduction de 0,8 G\$ de l'impôt sur le revenu des particuliers pour 2007-2008, qui sera financée à même les économies de frais d'intérêt découlant du remboursement de la dette effectué en 2005-2006 et en 2006-2007. La réduction graduelle de la dette devrait d'ailleurs permettre de poursuivre cette diminution de l'impôt des particuliers au cours des prochains exercices budgétaires. Soulignons cependant que les sommes épargnées annuellement s'élèveront à 1,4 G\$ tout ou plus dans cinq ans, lesquelles, une fois réparties à l'ensemble des contribuables, représenteront des réductions d'impôt somme toute relativement restreintes. De plus, les conservateurs réitèrent leur intention de réduire la TPS (taxe fédérale sur les produits et services) à 5 %, mais l'entrée en vigueur de cette mesure n'est prévue qu'au 1<sup>er</sup> janvier 2011.

Encore une fois, nous devons cependant souligner qu'une autre baisse de la TPS n'est pas la meilleure option d'un point de vue de l'efficacité économique. En effet, une réduction de l'impôt sur le revenu est plus efficace qu'une diminution de la taxe à la consommation, car l'imposition élevée des revenus constitue un grand désincitatif au travail. D'autant plus que, selon les données de l'Organisation de coopération et de développement économiques, le niveau des taxes à la consommation au Canada n'est pas significativement plus élevé que celui des autres pays

**Tableau 3**
**Taux de taxe de vente en vigueur dans certains pays**

	Administrations nationales	Provinces/localités
Allemagne	16,0 %	---
Australie	10,0 %	---
Canada	6,0 % (depuis juillet 2006)	0,0 à 10,0 %
Espagne	16,0 %	---
États-Unis	---	0,0 à 7,25 %
France	19,6 %	---
Italie	20,0 %	4,50 %
Japon	5,0 %	---
Royaume-Uni	17,5 %	---

Sources : Organisation de coopération et de développement économiques, United States Congress et Desjardins, Études économiques



industrialisés, ce qui n'est toutefois pas le cas pour l'impôt sur le revenu. Cette problématique, décriée par plusieurs depuis l'annonce de la baisse de la TPS de juillet dernier, pourrait expliquer en partie pourquoi les conservateurs ont reporté à plus tard l'application de la deuxième baisse à 5 %. De plus, l'allègement de la situation fiscale des particuliers pourrait aussi être plus propice à l'actuel gouvernement minoritaire à Ottawa.

En ce qui concerne la dette, on peut s'étonner de la volonté des conservateurs de rembourser en totalité la dette nette d'ici 2021. D'une part, l'assainissement des finances publiques ne passe pas nécessairement par la disparition complète de la dette nette. D'ailleurs, il n'y a

que très peu de pays dans le monde qui affichent une dette nette à zéro ou même négative. D'autre part, la notion même de la dette nette est plutôt imprécise, puisque ce calcul n'inclut pas les actifs non financiers du gouvernement comme les infrastructures publiques et les édifices gouvernementaux. En ce sens, la mesure de la dette nette pourrait sous-estimer l'avoir net du gouvernement.

Dans la mise à jour d'aujourd'hui, le « gouvernement estime que notre pays devrait viser à éliminer la dette nette de l'ensemble des administrations publiques en moins d'une génération ». Le gouvernement fédéral montre même l'exemple avec son plan ambitieux de remboursement. En dépit de cet objectif national, Ottawa ne peut pas forcer les autres gouvernements à suivre le pas et à se donner comme priorité la diminution de l'endettement au pays. En fait, la plupart des provinces peinent à équilibrer leurs budgets et, dans ce contexte, l'endettement n'est pas leur unique préoccupation. Il faut dire que tant que la problématique du déséquilibre fiscal ne sera pas réglée, il sera toujours plus facile pour le gouvernement fédéral de rembourser sa dette à même sa grande marge de manœuvre financière. Tout compte fait, cette politique nationale de remboursement de la dette des administrations publiques risque avant tout d'être interprétée en quelque sorte comme une autre tentative d'« ingérence » politique du fédéral dans la gestion des finances publiques des provinces et municipalités. Une histoire à suivre...

### Un nouveau plan économique et stratégique à long terme : *Avantage Canada*

Le ministre des Finances du Canada a présenté aujourd'hui un nouveau plan économique et stratégique visant à améliorer la prospérité du pays. Le dessein du gouvernement est de créer certains avantages concurrentiels pour aborder les défis auxquels le pays fait face, améliorer la qualité de vie des Canadiens, appuyer la croissance économique et permettre au Canada de devenir un chef de file mondial.

En voici les principaux points :

- Réduire les taxes et les impôts de tous les Canadiens.
- Établir le taux d'imposition le plus bas sur les nouveaux investissements des entreprises au sein du G7.
- Éliminer la dette nette du gouvernement fédéral et de toutes les administrations publiques du Canada en moins d'une génération.
- Réduire la réglementation et les inconvénients bureaucratiques afin de favoriser l'entrepreneuriat.
- Améliorer la formation de la main-d'œuvre et accroître la participation au marché du travail.
- Créer une infrastructure moderne et de calibre international qui améliorera la qualité de vie et les échanges commerciaux.